

Extrait des Minutes
du Greffe
Conseil Constitutionnel
Statuant en matière

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

Statuant en matière électorale, en vue de la proclamation des résultats définitifs du scrutin des élections législatives du 31 juillet 2022, conformément à l'article 92 de la Constitution et à l'article 2 de la loi organique n° 2016-23 du 14 juillet 2016 relative au Conseil constitutionnel, a rendu la décision dont la teneur suit :

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n° 2016-23 du 14 juillet 2016 relative au Conseil constitutionnel ;

Vu la loi n° 2021-35 du 23 juillet 2021 portant Code électoral, modifiée ;

Vu le décret n° 2022-868 du 19 avril 2022 portant convocation du corps électoral ;

Vu le décret n° 2022-1051 du 03 mai 2022 portant répartition des sièges de députés à élire au scrutin majoritaire départemental pour les élections législatives du 31 juillet 2022 ;

Vu l'arrêté n° 013389 du 30 mai 2022 portant recevabilité des listes de candidats pour les élections législatives du 31 juillet 2022 ;

Vu le procès-verbal du 4 août 2022 de la Commission nationale de Recensement des Votes portant proclamation des résultats provisoires des élections législatives du 31 juillet 2022 ;

Vu les procès-verbaux des Commissions départementales de Recensement des Votes, les listes d'émargement, les feuilles de dépouillement, les documents des bureaux de vote et les autres pièces jointes au dossier ;

Vu la requête introduite le 10 août 2022 par M. Sheikh Alassane SÈNE, candidat et tête de liste nationale de la coalition NAATAANGUE ASKAN WI ;

Le rapporteur ayant été entendu ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

1. Considérant que par lettre n° 356 du 5 août 2022, enregistrée au greffe du Conseil constitutionnel le même jour sous le numéro 28/E/22, la Commission nationale de Recensement des Votes a transmis au Président du Conseil constitutionnel le procès-verbal de proclamation des résultats provisoires du scrutin des élections législatives du 31 juillet 2022 accompagné des documents électoraux dans les forme et délai prévus à l'article L. 89 du Code électoral ;

[Signature]

[Signature]

DÉCISION n° 20/E/2022

AFFAIRES n° 28/E/22

n° 29/E/22

SÉANCE du 11 août 2022

MATIÈRE ÉLECTORALE :
PROCLAMATION DES
RÉSULTATS DÉFINITIFS DES
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
DU 31 JUILLET 2022

2. Considérant que par requête du 9 août 2022, enregistrée au greffe du Conseil constitutionnel le 10 août 2022 sous le numéro 29/E/22, M. Sheikh Alassane SÈNE, candidat et tête de liste nationale de la coalition NAATAANGUE ASKAN WI, a saisi le Conseil constitutionnel aux fins de l'entendre « -Annuler le procès-verbal de la Commission nationale de recensement des votes du jeudi 04 août 2022 recensant les opérations électorales en date du 31 juillet 2022 pour irrégularité en ce qu'il a retenu un décompte erroné en attribuant 25 sièges à la coalition Benno Bokk Yakkaar en violation de la loi ; -Déclarer définitivement que ladite coalition n'a obtenu que 24 sièges au titre du scrutin proportionnel national ; -Déclarer également que la coalition NAATAANGUE ASKAN WI a obtenu un siège à l'assemblée nationale pour le candidat Sheikh Alassane SÈNE » ;

- SUR LA RECEVABILITÉ

3. Considérant qu'aux termes de l'article LO. 195, alinéa premier du Code électoral : « *tout candidat au scrutin dispose d'un délai de cinq (05) jours à compter de la proclamation provisoire des résultats par la Commission nationale de Recensement des Votes pour contester la régularité des opérations électorales* » ;

4. Considérant que M. Sheikh Alassane SÈNE est investi sur la liste nationale de la coalition NAATAANGUE ASKAN WI ; que sa requête qui tend à contester les résultats du scrutin proportionnel est introduite dans les forme et délai prescrits par la loi ; qu'il y a lieu de la déclarer recevable ;

- SUR LE MOYEN UNIQUE PRIS DE LA VIOLATION DE L'ARTICLE L.153 DU CODE ÉLECTORAL

5. Considérant que M. Sheikh Alassane SÈNE soutient que c'est à tort que la Commission nationale de Recensement des Votes a attribué un siège supplémentaire à la coalition BENNO BOKK YAAKAAR sur la base du plus fort reste, alors que celle-ci, ayant obtenu 24 sièges en application du quotient électoral, n'était plus éligible à cette seconde répartition ; qu'en effet, souligne-t-il, cette méthode, qui est censée favoriser les petits partis, doit être réservée exclusivement aux listes qui n'ont pas obtenu le quotient électoral ; qu'à ce titre, la coalition NAATAANGUE ASKAN WI qui, « en concurrence avec les restes des autres listes (...) obtient le plus grand nombre », doit bénéficier d'un siège à l'Assemblée nationale ;

6. Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article L.153 du Code électoral : « *Pour le scrutin proportionnel sur liste nationale, il est appliqué le système du quotient national. Pour déterminer ce quotient, on divise le nombre total des suffrages valablement exprimés par le nombre des députés à élire pour ce scrutin. Autant de fois ce quotient est contenu dans le nombre des suffrages obtenus par chaque liste, autant celle-ci obtient de candidats élus. La répartition des restes se fait selon le système du plus fort reste* » ;

7. Considérant que les restes dont il s'agit sont ceux obtenus par toutes les listes après la répartition des sièges par l'application du quotient électoral et dans l'ordre décroissant ;

8. Considérant que l'article L.153 précité disposant sans restrictions ni conditions, on ne saurait y introduire des exceptions qui n'ont pas été prévues par le législateur électoral ; qu'on ne peut dès lors, sans ajouter à la loi, exclure du système du plus fort reste les listes ayant obtenu des sièges sur la base de la première répartition ;

9. Considérant que les griefs invoqués par M. Sheikh Alassane SÈNE sont manifestement erronés ; qu'il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article LO.196, alinéa 2 du Code électoral, de rejeter la requête sans instruction contradictoire préalable ;

10. Considérant qu'aucune autre contestation n'a été déposée au greffe du Conseil constitutionnel dans le délai prescrit par l'article LO.195 précité ;

Après avoir procédé aux ajustements et redressements nécessaires,

DÉCIDE :

Article premier. - Le recours de M. Sheikh Alassane SÈNE est rejeté ;

Article 2.- Les résultats définitifs du scrutin pour les élections législatives du 31 juillet 2022 s'établissent comme suit :

Électeurs inscrits :	7 036 466
Votants :	3 279 110
Bulletins nuls :	18 224
Suffrages valablement exprimés :	3 260 886
Quotient national :	61 526,151
Taux de participation :	46,60%

Ont obtenu :

<i>Ordre</i>	<i>COALITIONS</i>	<i>Nombre de suffrages</i>
1	Coalition BOKK GIS GIS / LIGGEY	44 862
2	Coalition NAATAANGUE ASKAN WI	25 833
3	Coalition ALTERNATIVE POUR UNE ASSEMBLÉE DE RUPTURE/ AAR SÉNÉGAL	52 173
4	Coalition BENNO BOKK YAAKAAR	1 518 137
5	Coalition BUNT BI	20 922
6	Coalition LES SERVITEURS / MPR	56 303
7	Coalition WALLU SÉNÉGAL	471 517
8	Coalition YEWWI ASKAN WI	1 071 139

\$ & r

~~2~~ < 7

h c

3

Article 3.- Sont déclarés définitivement élus députés à l'Assemblée nationale :

I- AU SCRUTIN MAJORITAIRE DÉPARTEMENTAL

- Coalition BENNO BOKK YAAKAAR

Malick FALL
Fatou DIANÉ
Karim SÈNE
Mame Fatou NDIAYE
Seydou DIANKO
Adama Boucounta THIOR
Adama DIALLO
Ndeury LOUM
Abdoulaye Saydou SOW
Amy NDIAYE
Mouhamad DIENG
Fanta SALL
Aly NDAO
Mandiaye KÉBÉ
Papa Mademba BITÈYE
Astou NDIAYE
Aly MANÉ
Soukèye BA
Ousmane SYLLA
Moussa SOUARÉ
Idrissa BALDÉ
Khadidiatou THIAM
Mamadou CISSÉ
Coumba NDIAYE
Mamadou Oury Baïlo DIALLO
Aminatou DIAO
Aly Ngouille NDIAYE
Haniyeu MBENGUE
Thioro Fall NDIAYE
Demba KA
Daouda DIA
Raqui DIALLO
Mamadou DIAW
Ramata Saïdou MBODJI
Aliou Demba SOW
Amadou Mame DIOP
Sokhna MBODJ
Abdoulaye Daouda DIALLO
Yetta SOW
Oumar Souvané CISSÉ
Kardiata DIOL

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a large 'B' and a cross-like symbol.

Ibrahima Baba SALL
Amy Yaya DIALLO
Djimo SOUARÉ
El Ibrahima NDIAYE
Tening DIAO
Bilaly BA
Awa DIAGNE
El Hadji Omar YOUM
Yacine NDAO
Omar SY
Madeleine NDOUR
Dial SANÉ
Ibrahima SAKHO
Aminata NDAO
Sokhna BA
Barane FOFANA

- Coalition WALLU SÉNÉGAL

Ndiaga NIANG
Mame Diarra FAM
Cheikh Aliou BÈYE
Fatou GUÈYE
Moussa FALL
Cheikh Abdou MBACKÉ
Sokhna Astou MBACKÉ
Cheikh Thioro MBACKÉ
Fatma MBODJI
Serigne Abdou Mbacké NDAO
Mady DANFAKHA
Ousmane THIAM
Maïmouna SOW
Aliou GUÈYE
Mame Bousso GUÈYE
Amadou DIALLO

- Coalition YEWWI ASKAN WI

Barthélémy Toye DIAS
Fatou BA
Babacar MBENGUE
Ndialou BATHILY
Abass FALL
Ndèye Yacine Ngouda DIÈNE
Serigne Abo Mbacké THIAM
Ahmed AÏDARA
Rama CISSOKHO
Fatou SOW
Modou Bara GAYE



Oumar CISSÉ
Rokhaya DIOP
Mame Saye NDIAYE
Abdou DIENG
Babacar MBAYE
Anta GAYE
Chérif Ahmed DICKO
Fatoumata DABO
Mohamed Ayib Salim DAFFÉ
Nafi FOFANA
Birame Soulèye DIOP
Arame NDIAYE
Alassane NDOYE
Lémou TOURÉ NDIAYE
Fatou GAYE
Massata SAMB
Bacary DIÉDHIU
Gnima GOUDIABY
Alphonse Mané SAMBOU
Guy Marius SAGNA
Oulimata SIDIBÉ
Lamine FAYE
Mohamadou Mansor KÉBÉ
Aïcha TOURÉ
Gora NDOYE
Alioune SALL
Ndèye Satala DIOP
Ibrahima DIOP

II - AU SCRUTIN DE LA LISTE NATIONALE

- Coalition BOKK GIS GIS / LIGGEY

1. Papa DIOP

- Coalition ALTERNATIVE POUR UNE ASSEMBLÉE DE RUPTURE / AAR SÉNÉGAL

1 Thierno Alassane SALL

- Coalition BENNO BOKK YAACAAR

1. Aminata TOURÉ
2. Amadou BA
3. Aïssatou SOW
4. Abdoulaye DIOUF SARR
5. Mariama SARR
6. Abdoulaye BALDÉ

~~B~~ ~~S~~

~~B~~ C Y

~~A~~ ~~h~~

6
M 17

7. Aminata GUÈYE
8. Cheikh Tidiane GADIO
9. Sokhna DIENG
10. Mouhamadou NGOM
11. Ndèye Lucie CISSÉ
12. Nicolas NDIAYE
13. Sira NDIAYE
14. Demba DIOP
15. Mariétou DIENG
16. Abdou MBOW
17. Mame Guèye DIOP
18. Seydou DIOUF
19. Aminata DIA
20. Cheikh Abdoul Ahad MBACKÉ
21. Adji Diarra MERGANE
22. Cheikh SECK
23. Ndèye Fatou GUISSÉ
24. Malick DIOP
25. Yéya DIALLO

- Coalition LES SERVITEURS / MPR

1. Papa Djibril FALL

- Coalition WALLU SÉNÉGAL

1. Abdoulaye WADE
2. Rokhaya DIOUF
3. Mamadou Lamine THIAM
4. Woraye SARR
5. Mamadou Lamine DIALLO
6. Khady DIÈYE
7. Abdoulaye DIOP
8. Nafissatou DIALLO

- Coalition YEWWI ASKAN WI

1. Oumar SY
2. Daba WAGNANE
3. Malick KÉBÉ
4. Àwa DIÈNE
5. Samba DANG
6. Fatou SAGNA
7. Bassirou GOUDIABY
8. Rokhy NDIAYE
9. Sanou DIONE
10. Aminata DIENG

[Handwritten signatures and marks]

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

11. Assane DIOP
12. Syra Ndoye SALL
13. Mamadou NIANG
14. Ramatoulaye BODIAN
15. Thierno DIOP
16. Sokhna BA
17. Ismaïla DIALLO

Article 4.- La présente décision sera affichée au greffe du Conseil constitutionnel et publiée sans délai au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 11 août 2022 où siégeaient : M. Papa Oumar SAKHO, Président, MM. Saïdou Nourou TALL, Mouhamadou DIAWARA, Abdoulaye SYLLA, Mme Aminata LY NDIAYE et MM. Mamadou Badio CAMARA et Youssoupha Diaw MBODJ ;

Avec l'assistance de Maître Ousmane BA, Greffier en chef.

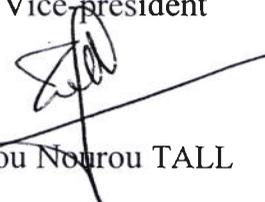
En foi de quoi, la présente décision a été signée par le Président, les autres membres et le Greffier en chef.

Le Président



Papa Oumar SAKHO

Le Vice-président



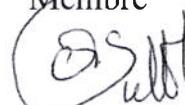
Saïdou Nourou TALL

Membre



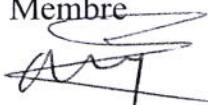
Mouhamadou DIAWARA

Membre



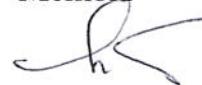
Abdoulaye SYLLA

Membre



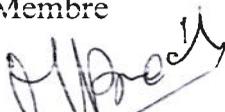
Aminata LY NDIAYE

Membre



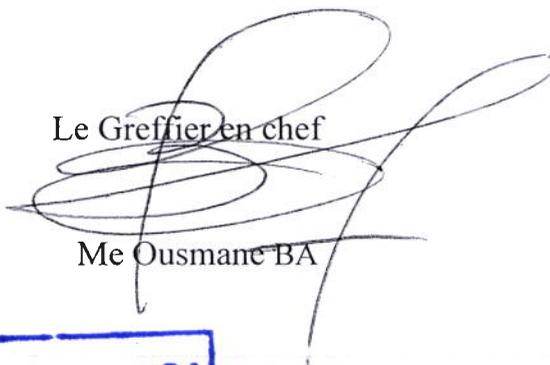
Mamadou Badio CAMARA

Membre



Youssoupha Diaw MBODJ

Le Greffier en chef



Me Ousmane BA



Me Ousmane BA